

## LA MEDIATISATION DU COUP D'ÉTAT BRÉSILIEN DANS LA PRESSE FRANÇAISE

João de OLIVEIRA\*

**Résumé :** Dans le cinquantenaire du coup d'État au Brésil, cet article se propose d'analyser le niveau et le degré de la médiatisation du putsch militaire dans la presse française, puisque la France a été le pays d'exil pour beaucoup de brésiliens. A partir de l'analyse du contenu de quelques articles apparus dans les mois qui ont suivi le coup d'État, nous verrons émerger l'idée de deux événements aux motivations et aux conséquences complètement différentes, quasiment antinomiques, qui apparaissent comme un produit idéologiquement construit à partir des lignes éditoriales totalement opposées de trois importants journaux français : *Le Figaro* (libéral), *Le Monde* (centre-gauche) et *L'Humanité* (communiste).

**Mots-clés :** Brésil ; France ; coup d'État ; communisme ; presse française.

**Abstract:** In the fiftieth anniversary of the coup in Brazil, this article aims to analyze the level and degree of media coverage of military coup in the French press, since France was the country of exile for many Brazilians. From the analysis of the content of some items appeared in the months that followed the coup, we will emerge the idea of two events with completely different motivations and consequences, almost contradictory, which appear as a product ideologically constructed from totally opposite three major French newspaper editorial lines : *Le Figaro* (Liberal), *Le Monde* (center left) and *Humanity* (Communist).

**Keywords:** Brazil; France; coup; communism; French press.

### I. INTRODUCTION

Les relations entre le Brésil et la France (ainsi qu'entre les Brésiliens et les Français) ont toujours été très étroites et marquées par une attirance réciproque. Les conceptions politiques et les comportements socioculturels de chaque pays posaient parfois des problèmes mais n'arrivaient point à constituer un obstacle. En fait, l'existence même du Brésil, en tant que colonie portugaise, est liée à la France. D'abord au début du XVI<sup>e</sup> siècle, vers 1535, les constantes invasions françaises de la côte brésilienne, avec l'aide de certaines tribus d'Indiens, ont obligé les Portugais à entreprendre une colonisation effective et systématisée, sans compter le rêve de la France antarctique de Villegagnon qui a duré cinq ans, de 1555 à 1560<sup>1</sup>.

---

\* João de OLIVEIRA est Docteur en Cinéma et Audiovisuel de l'Université Sorbonne Nouvelle – Paris 3. Il a organisé en mai 2014 la journée de conférences sur les 50 ans de la dictature civilo-militaire au Brésil. Il a publié récemment une série d'articles pour l'Institut des Relations Internationales et Stratégiques. Il publie régulièrement des critiques de cinéma pour le site [criticos.com.br](http://criticos.com.br). Adresse mail : [deoliveirajoao@yahoo.fr](mailto:deoliveirajoao@yahoo.fr)

Même l'indépendance du Brésil peut être liée, en quelque sorte, à une influence indirecte de l'action française. Fuyant Napoléon et les troupes du général Junot, le roi portugais Dom João VI part vivre au Brésil en 1807. La cour portugaise y demeure assez de temps pour que Dom Pedro I, fils de Dom João, proclame l'indépendance du Brésil face au Portugal en 1822. Nous pourrions encore citer l'influence d'Augusto Comte sur les militaires qui ont proclamé la République brésilienne à la fin du XIX<sup>e</sup> siècle. À partir de 1964, suite au violent coup d'État organisé par les militaires et soutenu par les États-Unis, l'attirance pour la France et ses idéaux démocratiques renaît. Beaucoup de Brésiliens, poursuivis par les dictateurs, choisissent l'Hexagone comme terre d'exil.

L'année 2014 étant celle du cinquantenaire de cette « page malheureuse de l'histoire » brésilienne, nous nous sommes intéressés à l'idée d'analyser la médiatisation en France du coup d'État survenu au Brésil. Le 1<sup>er</sup> avril 1964, après plusieurs grèves qui ont paralysé le pays pendant quelques jours, les chars de l'Armée de Terre brésilienne se sont installés face au palais du gouvernement à Rio de Janeiro, obligeant le président João Goulart à fuir et à s'exiler en Uruguay.

Avant de plonger dans l'analyse des documents, il nous semble opportun de dresser une petite généalogie de cette recherche. Au départ, nous nous sommes intéressés à la façon dont les journaux télévisés français ont commenté et analysé les événements politiques survenus dès le 1<sup>er</sup> avril 1964 au Brésil, afin d'en décortiquer l'ampleur, l'importance et la forme de la médiatisation. Ayant décidé d'analyser les journaux télévisés français entre le 1<sup>er</sup> avril 1964 et le 30 avril 1965, nous avons fait face immédiatement à quelques contraintes. Premièrement, les nombreuses recherches croisées que nous avons tentées en utilisant l'expression « coup d'État » au Brésil n'ont rien donné. Nous avons réalisé tous les croisements possibles sans obtenir le succès escompté. Nous avons décidé de solliciter l'aide de l'une des assistantes de l'Institut National de l'Audiovisuel (l'INA) et, encore une fois, nous n'avons rien trouvé. Étonnée, elle a décidé d'appeler son responsable qui a réussi à trouver quelques informations en utilisant plusieurs expressions synonymes telles que rébellion, soulèvement, révolution, etc.

Le deuxième et principal problème fut la visualisation des images. La loi française sur le dépôt légal en matière audiovisuelle n'ayant été votée qu'en 1992, les images des années antérieures ne sont pas très faciles à trouver. À l'époque, seule une partie de certaines émissions étaient sauvegardées. De plus, en raison du manque d'espace, une grande partie des images existantes s'est perdue ou n'a pas été numérisée. Bien que nous ayons trouvé une quantité significative d'information sur le Brésil de cette époque, les images concernant le putsch militaire n'étaient pas disponibles pour la consultation. Ainsi, nous n'avons eu accès, pour la plupart des documents trouvés, qu'aux résumés des nouvelles présentées par les journaux télévisés. Ces difficultés nous ayant empêchés

---

<sup>1</sup> Quelques villes brésiliennes fondées par des Français, comme Joinville ou São Luis, gardent encore les réminiscences de ce passé lointain.

d'analyser le contenu des images, nous nous sommes tournés vers l'analyse du coup d'État brésilien dans la presse écrite. Pour cela, nous avons analysé pendant la même période trois journaux français aux tendances différentes et quasiment antinomiques : *Le Monde*, un journal de centre-gauche soucieux des principes de l'éthique et de la déontologie journalistique ; *Le Figaro*, journal de droite, très conservateur, défenseur du libéralisme économique, ce qui le rend terriblement anticommuniste, et *L'Humanité*, fondé par le dirigeant socialiste Jean Jaurès en 1904. Devenu communiste et prosoviétique, le journal a été l'organe du Parti communiste français de 1920 à 1994.

## II. LE FIGARO

Le 1<sup>er</sup> avril 1964, tandis que le putsch se mettait en place au Brésil, un article du *Figaro* ne critique pas l'attitude des militaires, mais plutôt la tentative de résistance du président João Goulart comme étant un appel inconséquent et dangereux à la révolution. Le président brésilien y est accusé d'être rancunier<sup>2</sup> et violent : « Sans doute, n'est-on jamais aussi violent que lorsqu'on se défend, lorsqu'on abat ses dernières cartes et que l'on joue à quitte ou double. Telle est bien l'impression qu'a donnée lundi dernier [deux jours avant le putsch] le président brésilien au cours de cette étrange réunion, inimaginable partout ailleurs »<sup>3</sup>. Outre cette absurde qualification d'étrange pour une réunion qui n'avait d'autre but que celui de maintenir la démocratie et un président élu par le suffrage universel, nous ne savons pas ce que Monsieur Daniel Garric, le correspondant du journal pour l'Amérique Latine, veut dire par ce « partout ailleurs ». De quel point de vue parle-t-il ? De celui de l'Europe, de la France ou tout simplement de celui du *Figaro* ? Selon le journaliste, si le président Goulart restait au pouvoir, le Brésil pourrait « avoir une dictature de style nassérien et que l'un de ses premiers gestes serait de faire arrêter tous les communistes » dont, selon lui, il essayait de se démarquer. Après avoir critiqué l'incapacité du congrès brésilien et la « passivité indécise » d'une partie des militaires, « plus soucieux de maintenir la cohésion des forces armées que de maintenir telle ou telle politique », le journaliste conclut son pamphlet pro-militaire par une sorte de mise en garde aux militaires en les invitant à prendre position et à réagir immédiatement car « monsieur Goulart a mis ses adversaires dans la nécessité de faire quelque chose, dès maintenant, ou admettre qu'ils ont définitivement perdu. Les révolutions, bouleversement d'un pays, ne sont pas nécessairement sanglantes ». Même

<sup>2</sup> En 1950, alors qu'il était Ministre du travail dans le gouvernement du président Getúlio Vargas, João Goulart avait été contraint à la démission par les militaires en raison d'une imminente augmentation de 100 % du SMIC, ce qui était une revendication des travailleurs. C'est pour cette raison que le journaliste le traite de rancunier.

<sup>3</sup> La réunion à laquelle le journaliste du *Figaro* fait allusion concerne la participation du président João Goulart à la célébration des 40 ans de l'Association des sous-lieutenants et sergents de la Police Militaire, à Rio de Janeiro, où il a fait son dernier discours. Il y prône la défense de la loi et de l'ordre, tout en défendant les réformes fondamentales que son gouvernement espérait réaliser afin de réduire les inégalités sociales du pays. En réponse au manifeste des officiers du Club Militaire, qui réclamait le renversement du président par un coup d'État, le discours fait appel au peuple et à tous les partisans de la démocratie pour résister aux putschistes. Ce discours a tellement effrayé les militaires, qu'ils ont décidé d'anticiper le putsch de quelques jours.

*A Tribuna da Imprensa*, journal brésilien fondé par Carlos Lacerda, le principal opposant du président João Goulart, n'a pas été aussi fermement pro-putsch que le journal français dans la défense des militaires qui, contrairement à ce qu'affirme l'article, n'ont pas hésité une seule seconde à prendre le pouvoir. Faisant écho aux idéaux conservateurs de tous ceux qui ont fomenté le putsch civilo-militaire, le journaliste considère l'acte arbitraire et inconstitutionnel comme étant une « révolution ».

Dans son article du 2 avril, le journaliste Daniel Garric paraît soulagé et heureux de pouvoir constater la réussite des militaires : « C'est fini, je viens de voir les chars qui devaient protéger le président João Goulart réfugié dans le Palais Laranjeiras partir pour une destination inconnue ». L'article est placé au-dessous d'une manchette qui annonce la démission du président Goulart et à côté de quelques photos d'une rangée de chars de combat protégeant le Ministère de la guerre. Or, le président brésilien n'a jamais donné sa démission, il a été déposé. Après quelques considérations générales sur la politique brésilienne et quelques citations de politiciens ayant soutenu la mutinerie (militaires, politiques, gouverneurs), de façon à justifier son point de vue, il cite une phrase de son électricien, un homme du peuple donc, qui affirme que le peuple brésilien « est prêt, pour en finir avec le marasme, à accepter une dictature, à la seule condition qu'elle ne soit ni communiste ni d'extrême droite ». Cette phrase d'apparence très simple (une synecdoque, où l'électricien n'est pas seulement un représentant du peuple, mais le peuple lui-même) aurait l'intention, du point de vue du journaliste, de démontrer non seulement l'état d'âme de la population brésilienne, mais également que les militaires seraient soutenus par le peuple, fatigué du Gouvernement supposé communiste de Goulart. D'après le journaliste, les militaires auraient suivi un élan populaire. Une hypothèse qui est renforcée par l'absence de témoignage des opposants au putsch (qui passe ainsi par une unanimité). Or, même s'il n'y a pas eu de résistance, il serait inapproprié de parler d'élan populaire. Le coup d'État était majoritairement soutenu par les classes dominantes.

Par ailleurs, cette idée de connivence et de soutien populaire total est entièrement niée sur la même page en bas à gauche, où nous pouvons lire un communiqué de Radio Moscou qui considère le putsch comme une action perpétrée par des nazis brésiliens qui, soutenus par les forces armées et une large partie des élites, ont réfuté et critiqué « toute mesure prise par monsieur Goulart pour renforcer l'économie nationale ». Le communiqué affirme encore que par ce « coup d'État [terme qui n'est pas employé par *Le Figaro*], les éléments de l'extrême droite militariste essayent de maintenir leur position face à l'évolution des revendications des masses populaires », ce qui était bien plus proche de la réalité, malgré l'évidente partialité dans la défense d'un gouvernement identifié aux idéaux communistes.

Dans son article du 3 avril, dont le titre annonce que « João Goulart a perdu la partie », le journaliste commente l'exil du président en Uruguay, mais ne fait qu'une courte allusion à la résistance, encore que limitée, menée par le président et ses alliés qu'il considère comme un simple « baroud d'honneur ». Pour le journaliste français, il était

plus important, afin de justifier le mouvement militaire, de démontrer que le président était un grand propriétaire terrien qui « depuis quinze ans, faisait en outre carrière dans la politique de gauche sans bien comprendre ce qu'il représentait vraiment pour les masses des déshérités brésiliens, pour le Brésil tout entier ». On ne pourrait trouver plus manichéen : si les militaires sont encensés quasiment comme des héros, le président déchu est très critiqué.

Paradoxalement, le journaliste évoque l'emprisonnement de certains syndicalistes et semble se soucier du sort des communistes en se demandant si nous ne serions pas « à la veille d'une vague de maccarthysme » vu que la presse de droite demandait l'épuration totale des communistes. Toutefois, cette préoccupation fugace se mue en apologie de l'armée brésilienne qui, selon l'article, « n'est jamais extrémiste » et que « si son souci numéro un a toujours été de préserver son unité, son souci numéro deux est de ne pas se couper du peuple dont elle est issue ». Affirmation qui serait d'une immense naïveté ou révélatrice d'une ignorance historico-politique si elle ne symbolisait pas l'idéologie du journal.

Avec le putsch, les militaires brésiliens allaient réussir ce qu'ils avaient commencé en 1954, mais que le suicide du président Getúlio Vargas la même année les avait empêchés de concrétiser<sup>4</sup>. Dès la fondation de la république en 1888 puis lors de la « Révolution des lieutenants » de 1922, la « Révolution de 1930 », le coup d'État de 1937, qui a instauré la Dictature de l'État Nouveau, ainsi que lors des tentatives d'empêcher la prise de pouvoir par le président Juscelino Kubitschek, vainqueur de l'élection présidentielle de 1955, et du vice-président João Goulart, au moment de la renonciation du président Jânio Quadros en 1961, les militaires brésiliens ont toujours été très actifs et influents dans la politique brésilienne. Mais mauvais connaisseur de l'histoire politique brésilienne, le journaliste continue son plaidoyer pour les forces armées brésiennes en affirmant qu'elles n'ont « jamais été hostiles à l'accomplissement des vraies réformes dont elles sont parfaitement conscientes » et qu'elles seraient même « réticentes à certains intérêts étrangers qui, nul n'en doute, ont joué un rôle de premier plan dans la déposition de M. Goulart ». Or, le coup d'État avait été préparé de concert par les militaires brésiliens et les hommes politiques américains<sup>5</sup>.

Il est probable que le journaliste faisait allusion à la ligne dure des militaires qui était plus violente, mais aussi plus nationaliste que la ligne connue sous l'appellation « sorbonniste », considérée comme modérée et qui était plus internationaliste, quand bien même toutes les deux comptaient bien sur le soutien logistique des Américains.

---

<sup>4</sup> En 1954, après avoir été longuement critiqué et accusé par les militaires et par Carlos Lacerda, qui le poursuivait quotidiennement dans les pages du journal *A Tribuna da Imprensa*, le président populiste Getúlio Vargas se suicide. Il laisse une lettre assez émouvante dans laquelle il dénonce l'orchestration du putsch par les militaires et la droite brésilienne. Avec sa mort et la conséquente commotion nationale qu'elle a entraînée, le coup d'État a été reporté de 10 ans.

<sup>5</sup> Un peu plus tard, les militaires brésiliens seraient envoyés aux États-Unis pour apprendre les techniques de torture avec ses collègues américains qui, comme nous verrons plus tard, avaient appris avec les Français.

Les articles se succèdent et, de manière surprenante, au moment où Monsieur Garric semblait prendre conscience de la situation réelle, au moment où il commençait à faire allusion à la chasse aux sorcières, même s'il continuait à exonérer les militaires de toute responsabilité, qu'il préférerait attribuer aux leaders politiques de la droite, il est remplacé par le journaliste Max Olivier-Lacamp qui reprend les apologies militaires sans les dernières mises en cause de Monsieur Garric. Que s'est-il passé ? Aurait-il été tout simplement transféré de pays ou changé de journal ? Nous n'en savons rien.

Dans l'un de ses premiers articles, Monsieur Olivier Lacamp affirme qu'avec l'élection d'un militaire à la présidence, les Brésiliens allaient finalement « retrouver la normalité chère à leur cœur légaliste » et se réfère au coup d'État comme à une « Révolution constitutionnelle ». Le général nommé à la présidence, Monsieur Castelo Branco, y est décrit comme « un homme intègre, respectable et de vue large ». Outre l'utilisation pour la première fois dans *Le Figaro* de l'expression « coup d'État », le journaliste fait allusion aux énormes difficultés rencontrées par les correspondants étrangers en affirmant qu'ils sont très surveillés par les militaires. Préoccupé, il affirme que « la moindre référence au non-gauchisme de ce qui est en vérité un coup d'État contre une certaine gauche est considérée comme une trahison ». Paradoxal et naïf, le journaliste appuie et défend le putsch, tout en semblant défendre les idéaux démocratiques et s'opposer à l'idée d'une dictature, d'un pouvoir tyrannique.

A partir de mai 1964, un mois seulement après la déposition du président João Goulart, les articles sur le Brésil deviennent de plus en plus rares. Sont à peine évoqués les épisodes les plus marquants, tels que les attentats, les emprisonnements de leaders politiques ou les démissions de ministres. Aucun article n'analyse profondément la situation du pays, que ce soit du point de vue politique ou du point de vue économique. Le Brésil ne revient à la une du *Figaro*, comme nous le verrons plus loin, que lors de la visite du général de Gaulle au Brésil. Le 2 avril 1965, dans un court article, le journaliste Philippe Nourry écrit qu'« un an après la déposition de Goulart tout danger de pouvoir personnel et de nassérisme semble écarté du Brésil » ; une apologie du coup d'État qui arrive quelques jours après l'annulation des élections présidentielles par le suffrage universel, ce qui ne semble pas affecter l'optimisme du journaliste. Avec cette décision, qui mettait en échec leur supposée tradition légaliste, les militaires démontraient qu'ils ne souhaitaient pas rendre le pouvoir à la société civile tout de suite.

### **III. L'HUMANITE**

La couverture du journal communiste diffère complètement de celles réalisées par les deux autres quotidiens et se distingue par sa posture ouvertement critique et agressive envers les militaires putschistes brésiliens. « Je ne céderai pas aux menaces de la réaction », une déclaration du président João Goulart, est le titre de la une de *L'Humanité* du 1<sup>er</sup> avril 1964. La suite de l'article, publiée en page trois, exalte les valeurs démocratiques et rappelle que le président, qui a été régulièrement élu, avait

encore l'appui de la population et d'une partie des forces armées. Ce qui n'a pas empêché la déposition du président, qui a préféré partir plutôt que résister.

Le 2 avril, le titre choisi pour la une est « Brésil : grève générale contre la sédition » et à l'intérieur, en page 3, on peut lire « le président Goulart dément avoir démissionné ». Dans cet article, le journaliste Gilbert Cazaubon semble très bien informé sur les principaux responsables du coup de force. Très objectif et contondant, il affirme que :

[...] la grève générale a été déclenchée au Brésil, à l'appel de la CGT, pour défendre la démocratie gravement menacée par les entreprises fascistes des gouverneurs Magalhães Pinto, de Minas Gerais, Adhemar de Barros, de Sao Paulo, Carlos Lacerda, de Guanabara, et Ildo Meneghetti, de Rio Grande do Sul.

Cet article est le plus détaillé et le plus instructif des trois journaux. Il est le seul à avoir pointé du doigt les principaux acteurs du putsch et le seul à avoir fait un récit des diverses tentatives de résistance à l'échelle du pays. Le gouverneur Lacerda y est violemment critiqué. Il y est décrit comme un anticommuniste légendaire, un « ultra-réactionnaire » et le « chef de file de tous les putschistes », considéré comme « atteint d'une véritable phobie anticommuniste et qui s'est toujours opposé avec violence à toute tentative de mettre en cause les privilèges des latifundistes : par les armes, par la corruption, par l'assujettissement à l'impérialisme américain ».

L'article fait aussi allusion à la possible participation américaine au coup d'État brésilien. Le journaliste rappelle que les événements

[...] surviennent au lendemain même de la publication d'un rapport du Département d'État américain, indiquant que le communisme a obtenu des gains significatifs au Brésil, au Chili et au Panamá et que l'infiltration communiste au Brésil est tolérée par le président Goulart.

Au contraire des deux autres journaux, *L'Humanité* ne cherche pas de métaphores ou d'autres artifices linguistiques pour exprimer sa pensée et affirme les choses avec des phrases crues et directes sans avoir le moindre souci des conséquences que cela aurait pu entraîner. Cela s'explique peut-être par le fait que le journal n'avait pas de correspondant sur place. L'existence d'un correspondant sur place aurait peut-être obligé le quotidien à être plus prudent dans ses propos de façon à entretenir des rapports amicaux avec les hommes politiques et les militaires, de façon à préserver l'accès à l'information et surtout la vie de son journaliste.

Les articles se poursuivent et les accusations, avec une large utilisation de qualificatifs – ce qui a été évité par les deux autres journaux – se cumulent. On y lit dans les jours suivants que les « forces réactionnaires » suivent leur marche « impitoyable » contre les principes démocratiques, que les « réactionnaires factieux », soutenus par « des trusts internationaux américains » mènent une « répression violente » contre les opposants du nouveau régime. On se soucie beaucoup de la destination du président João Goulart.

Le 6 avril, on peut lire à la une le titre « Brésil : vagues d'arrestations et raids *terroristes* aux sièges des organisations et des journaux de gauche ». Puis, en page 4, on commente la déclaration du président américain Lyndon Johnson qui affirme que « ce fut une bonne semaine pour l'occident. Nous espérons que nous allons collaborer avec le nouveau pouvoir pour résoudre tous les problèmes ». Le lendemain, un éditorial à la une titre sans peur ou crainte « Terreur au Brésil ». Si l'éditorial raconte sans subterfuges que Dean Rusk, George Ball et Lyndon Johnson ont fait partie des instigateurs du « coup de force réactionnaire », un article en page 3 dénonce les *assassinats* de paysans et des responsables des ligues paysannes. Définitivement, comme nous pouvons le remarquer par le choix des mots que nous avons soulignés, *L'Humanité* a été beaucoup plus intrépide, percutant et incisif dans sa quête de la vérité que ses concurrents.

Très tôt pourtant, le 8 avril le Brésil disparaît de la une pour être cantonné à un court article sans importance en page trois. Mais le 10 avril le pays revient en force et le titre « État d'exception au Brésil » d'un article sur la privation des droits politiques de 40 parlementaires, fait la une du journal. Le 13 avril, tandis que la une titre, de façon très ironique, que « Le parlement épuré et mis au pas 'élit'(sic) le général Castelo Branco », en page 3 on préfère démontrer « Les caractéristiques du fascisme » à la brésilienne.

Cet article du 13 avril est encore très direct et sans demi-teintes. Dans son premier paragraphe, nous pouvons lire que :

[...] des *exécutions sommaires*, quelque dix mille arrestations, trois mille rien qu'à Rio de Janeiro, des dizaines de dirigeants des partis et d'organisations démocratiques déchus de leurs droits civiques [...], Brasília en état de siège, les troupes perquisitionnant dans les universités, telles sont les conditions dans lesquelles le général Branco vient d'être 'élu' chef de l'État.

On peut constater que le journal communiste ne perd pas son temps avec des circonlocutions ou des tautologies inutiles et qu'il ne craint pas de dire ce qu'il pense sur le gouvernement mis en place au Brésil par la junte militaire putschiste. Dans ce même article, le journaliste Yves Moreau, après avoir comparé la « terreur déchaînée » au Brésil à celle de l'Espagne fasciste de Franco, demande au président américain Lyndon Johnson et à son secrétaire d'État, Dean Rusk, où est passé ce « scrupuleux respect des règles constitutionnelles » prôné par les Américains pendant la première semaine du putsch. Pour Moreau, ce qui différencie le fascisme brésilien de ses semblables en Allemagne et en Italie est le manque de soutien populaire du premier. Pour lui, « les seuls soutiens sur lesquels puisse compter le régime de Branco sont donc celui des États-Unis et celui des éléments brésiliens les plus réactionnaires, capitalistes et féodaux. Forces insuffisantes pour étayer solidement le nouveau pouvoir. D'où les méthodes dictatoriales de celui-ci, et la terreur ».

Dans un article du 14 avril 1964, nous pouvons lire qu'une manifestation d'un groupe d'étudiants brésiliens à Paris dénonçait « le caractère fasciste du régime qui s'est installé à la suite du coup d'État du 1<sup>er</sup> avril » et qu'ils protestaient « contre l'apparence

soi-disant constitutionnelle que les milieux intéressés ont voulu lui donner et contre les salutations que certains pays se sont empressés d'envoyer aux nouveaux détenteurs du pouvoir ». Nous apprenons, en lisant *L'Humanité*, qu'il y a eu des résistances un peu partout, ce que les autres quotidiens n'ont pas ou presque pas commenté.

Toutefois, si la couverture de *L'Humanité* a été beaucoup plus objective, intense et agressive que celle des autres journaux, elle a aussi été de très courte haleine. Mis à part une petite note sur la rupture des relations diplomatiques avec Cuba, le pays disparaît complètement pendant une dizaine de jours du journal pour ne réapparaître que le 23 avril, quand le journal publie une petite note sur les protestations de la CGT française contre la violation des libertés syndicales et démocratiques au Brésil. Ensuite les nouvelles sont beaucoup plus sporadiques. Évidemment le journal communiste en parlera beaucoup pendant la visite du général de Gaulle au Brésil, mais avec moins d'objectivité ou d'agressivité.

Entre la fin avril et le mois d'octobre, seulement deux articles sont dignes de commentaires. Le premier, une page entière, publié le 2 juin 1964, inaugure une série d'articles sur l'Amérique latine quelques mois avant la visite du général de Gaulle et s'intitule « Orages sur l'Amérique latine, Brésil : le XXI<sup>e</sup> siècle et l'âge de pierre ». Aussi bien informé que bien écrit, l'article fait une synthèse des sujets socio-économiques liés au putsch, traitant de la tentative américaine de « stopper la course de l'Amérique latine vers l'autodétermination et l'indépendance réelle » et, de façon prémonitoire, « qu'en frappant le Brésil, on visait aussi le Chili, autre enfant terrible du continent », sans parler de Cuba que le journaliste considère comme le symbole « des amarres avec le colosse du Grand Nord ». Le journaliste y commente les paradoxes d'un pays où le moderne et l'archaïque s'amalgament de façon pas toujours harmonieuse, mais aussi les merveilles, les vertus, les défauts et les différences entre des villes comme Rio de Janeiro, Salvador, Recife et la moderne Brasília, capitale « théorique » du pays depuis 1960, mais pas encore totalement occupée par les fonctionnaires qui préféreraient « l'indolente et langoureuse Rio de Janeiro ». Mais la majeure partie de l'article est consacrée à condamner et à fouetter le coup d'État à travers les louanges portées aux expériences positives et de forte acceptation populaire d'un gouvernement communiste établi dans l'état du Pernambouc au nord-est du Brésil. Expérience qui avait été avortée par la déposition et l'emprisonnement subséquent de son gouverneur socialo-communiste, Miguel Arraes, « le plus démocratique du pays ». Malgré quelques exagérations et tous les *a priori* communistes qui traversent l'article, il est très précis et, la plupart du temps, très juste.

L'autre article, publié le 4 septembre 1964, dresse un bilan du « Brésil cinq mois après le coup d'État » et est écrit dans la veine très virulente et sans dissimulations (dans cette affaire en tout cas) de *L'Humanité*. Nous y lisons que « dans le nord-est du pays, en particulier dans l'état du Pernambouc [...], les bandes fascistes ont assassiné ou arrêté des nombreux ouvriers, paysans, universitaires, journalistes, petits commerçants et même des prêtres et des religieuses ». Outre l'apparition du verbe assassiner, remarquons la syntaxe de la phrase et notons que le journaliste, au lieu d'écrire « arrêter

ou assassiner », a préféré l'ordre inverse pour mieux critiquer et condamner la folie meurtrière de la dictature mise en place au Brésil qui préférait assassiner plutôt que d'arrêter ses opposants. D'ailleurs, le président Castelo Branco est traité de « dictateur » pour la première fois. On y publie des extraits d'un discours du secrétaire général du parti communiste brésilien, le légendaire Luis Carlos Prestes<sup>6</sup>, encore une fois accusé à la clandestinité, et on ne rate pas l'occasion de fustiger les Américains, principaux avalistes du putsch, en affirmant que « n'en déplaise à M. Dean Rusk, le peuple brésilien atteindra tôt ou tard ce 'haut degré de liberté' que lui refusent encore une poignée de parasites et des sociétés comme l'American Foreign Power<sup>7</sup> ».

Ces articles mis à part, la politique brésilienne tombe dans une sorte d'oubli. Même l'anniversaire du coup d'État, en avril 1965, date dont seul *Le Monde* s'est fait l'écho, est passé inaperçu dans *L'Humanité*.

#### IV. LE MONDE

Quand bien même *Le Monde* semble parfois hésitant par rapport à sa position envers le coup de force des militaires au Brésil, les articles y sont d'un tout autre genre. Si dans un premier temps nous constatons une certaine envie de neutralité, sans aucune apologie ou critique directe des forces militaires, dans un deuxième temps, nous relevons que le choix des mots utilisés dans les titres et la forme des articles ne laissent aucun doute sur la position anti-putschiste du quotidien.

Dans l'article paru dans l'édition du 5-6 avril 1964, le correspondant Irenée Magalhães affirme que le président brésilien aurait demandé asile à l'Uruguay et que les arrestations des opposants de gauche se poursuivent, des termes qui n'ont pas été employés tout de suite par *Le Figaro*. Mais la partie la plus intéressante de cet article est la non dissimulation de la participation et du soutien des États-Unis aux forces armées brésiliennes. En première page, nous pouvons lire que tandis que des dissensions parmi les auteurs du coup de force peuvent déjà être signalées, « l'optimisme règne [...] à Washington où, à la suite du message adressé par le président Johnson à M. [Ranieri] Mazzili [le président du Congrès brésilien qui a assumé la présidence du pays tout de suite après la déposition du président João Goulart], MM. Dean Rusk [secrétaire d'État] et George Ball [sous-secrétaire d'État] se sont félicités que le *renversement* de M.

<sup>6</sup> Luis Carlos Prestes a été l'un des leaders du "Movimento Tenentista" qui, en 1922, a rassemblé plusieurs lieutenants qui se sont soulevés contre la politique brésilienne et ont essayé de faire une révolution. La tentative échouée, ils ont erré à l'intérieur du pays, en parcourant plusieurs milliers de kilomètres. Plus tard Prestes est devenu l'un des principaux leaders du Parti Communiste Brésilien (le PCB), parti qui a passé la plus grande partie de son existence dans la clandestinité : de 1922 à 1927, de 1930 à 1945 et puis de 1947 à 1979 (avec une période de tolérance entre 1951 et 1964).

<sup>7</sup> Il s'agit d'une entreprise américaine qui était, en association avec la société canadienne *Brazilian Traction*, concessionnaire des services publics liés à l'électricité et à d'autres services d'énergie. Ces entreprises ont été rachetées en 1964 par le gouvernement militaire pour une somme quatre fois plus élevée que celle estimée par les compagnies elles-mêmes au début des négociations.

Goulart se soit effectué dans le respect du jeu constitutionnel », ce qui ne paraît pas tout à fait du goût du journal qui, jugeant que cela mérite quelques explications, affirme ensuite que le président brésilien « a été chassé du pouvoir par les milieux conservateurs ». On ne peut pas ignorer la force critique du verbe chasser qui transforme le président Goulart en une sorte de proie inoffensive des « chasseurs » militaires, une approche à l'opposé de celle du *Figaro*.

En citant les deux hommes politiques américains, le journal fait allusion, quelques jours seulement après le putsch, à ce que serait connu ultérieurement sous le nom d'« Opération Brother Sam ». L'opération prévoyait le déploiement immédiat de la quatrième flotte (qui englobe la totalité des navires de l'US Navy opérant dans la mer des Caraïbes) en cas de résistance des militaires légalistes. Au courant des manœuvres américaines, le président João Goulart a préféré ne pas résister afin d'éviter le bain de sang.

Certains documents déclassés publiés récemment attestent de l'existence de cette opération qui a été niée par les Américains jusqu'en 1976, année où le journaliste brésilien Marcos Sá Correa a découvert des documents prouvant son existence. Dans l'un de ces documents, l'enregistrement d'une conversation téléphonique avant le coup d'État, le président Lyndon Johnson, persuadé des liens communistes du président brésilien, autorise George Ball à apporter tout son soutien aux militaires putschistes brésiliens en affirmant ce qui suit : « Je pense que nous devons faire tout ce que nous pouvons, que nous devons être prêts à faire tout ce qui sera nécessaire de faire ». Puis, dans une possible référence à Goulart, il soutient que « nous ne pouvons plus supporter celui-là<sup>8</sup> ».

Le 7 avril, un article titre que « Les dirigeants constitutionnalistes appuient la candidature du général Castelo Branco », alors que les militaires avaient assuré qu'ils allaient respecter la constitution et convoquer des élections au suffrage universel. Le général, nommé par les militaires, serait le seul candidat d'une élection indirecte. Il ne restait au Congrès brésilien qu'à confirmer ce choix arbitraire. Un refus n'empêcherait pas sa prise de pouvoir mais compliquerait la vie des congressistes, comme cela a été le cas pour les quelques courageux qui ont osé dire non à la candidature unique proposée par les militaires. Le lendemain, nous pouvons lire à la une que « Tandis que les arrestations se poursuivent, l'élection présidentielle aura lieu au Brésil », ce qui semble être un contresens pour le journaliste français. C'est important de noter l'effet de contradiction voulu par les deux phrases citées. Le journaliste utilise de façon très critique et ironique des formules avec les paradoxes caractéristiques des subordonnées concessives, ce qui est très évident dans la seconde phrase et plus allusive dans la première. Tandis que la première démontre l'incohérence des « dirigeants

---

<sup>8</sup> Documents appartenant à la bibliothèque Lyndon Johnson et disponibles sur le site <http://www.gwu.edu/~nsarchiv/NSAEBB118/index.htm>.

constitutionnalistes » qui éliront un général putschiste, la deuxième condamne le moment inopportun de l'élection.

Du 10 au 13 avril, le journal se soucie de la chasse aux communistes. Le 11, une manchette très provocatrice annonce que « Les *chefs* militaires *s'arrogent* le pouvoir constituant et envisagent une épuration draconienne » (comme pour les cas précédents et subséquents, c'est nous qui soulignons). Le choix de ces mots ne nous laisse aucun doute sur la position du journal par rapport à la situation brésilienne. Pour le journal, les militaires ne sont pas des leaders, mais des « chefs », tels que des chefs de gang.

*Le Monde* porte un très grand intérêt à la situation brésilienne. A part l'édition du 18 avril, muette sur les problèmes brésiliens, on en parle quasiment tous les jours. Les articles et les notes se succèdent et vont de l'annulation des mandats des députés communistes au changement de ministres en passant par les relations entre les militaires brésiliens et les politiciens américains. Rien n'est occulté. On en parle, on commente et on critique ouvertement les méthodes militaires, même si le journal reste ouvert au débat et recueille, histoire de maintenir un débat dialectique et impartial, des témoignages des divers côtés du conflit.

Ayant été le seul à avoir interviewé des personnalités chassées du pays par les militaires, le 24 avril le quotidien donne la parole à un grand sociologue brésilien exilé par les militaires et titre en page 2 que « Privé de ses droits politiques au Brésil, M. Josué de Castro compte se fixer à Paris ». D'après l'article, « Le professeur Josué de Castro, qui en plus de son poste d'ambassadeur du Brésil, dirigeait à Genève les délégations de son pays à la conférence du désarmement et à la conférence mondiale du commerce, avait, dès le récent coup d'État militaire, envoyé sa démission par télégramme au nouveau gouvernement de Brasilia ». Néanmoins, il a été privé de ses droits civiques avant que le gouvernement n'apprenne sa démission. L'article cite encore des dizaines de noms de personnalités politiques et militaires, dont les mandats ont été cassés ou suspendus par les militaires.

Dans l'édition du 26-27 avril, le quotidien français publie un article où le Maréchal brésilien Odílio Denys, ancien ministre de la guerre de l'ex-président Jânio Quadros, affirme que la « conjuration qui a abouti à la chute du gouvernement de M. Goulart a pris naissance au milieu de l'année 1961 », après le renoncement du président Jânio Quadros et les discussions sur l'investiture de son vice-président João Goulart. Selon lui, « la quasi-totalité des forces armées [...] était opposée au communisme, et [...] que M. Goulart était indésirable en raison de ses liens directs ou indirects avec les communistes et l'extrême gauche en général », ce qui nie l'idée d'une intervention ponctuelle afin d'éviter le chaos prôné par *Le Figaro*.

A partir de la fin avril, les articles sont plus rares, moins agressifs et plus impartiaux. Cela peut être attribué aux problèmes provoqués par l'interview réalisée par Carlos Lacerda le 23 avril à Paris. Avant de poursuivre notre analyse de la médiatisation du coup d'État dans les pages du journal *Le Monde*, faisons une petite digression afin de

mieux expliquer cet épisode important qui, à notre avis, a eu une énorme influence sur la répercussion médiatique du coup d'État brésilien dans la presse française, notamment sur le léger changement de posture du journal *Le Monde*.

## V. L'INTERVIEW POLÉMIQUE DE CARLOS LACERDA À ORLY

Le 23 avril 1964, Carlos Lacerda, le gouverneur de l'état de Guanabara<sup>9</sup>, fait une escale à Orly, en route pour Milan. Envoyé comme porte-parole du régime militaire, il vient avec le propos d'expliquer les motivations, de défendre le coup d'État brésilien et de transmettre une lettre du président Castelo Branco au général de Gaulle. Le président brésilien, qui n'ignorait pas la qualité de tribun de Lacerda, espérait inverser une partie de l'opinion publique européenne qui considérait la supposée « révolution » comme un acte fasciste soutenu par l'impérialisme américain. Dans une conférence de presse improvisée dans une salle de l'aéroport, le Gouverneur Lacerda ne tarde pas à insulter la presse française pour sa manière de couvrir les événements brésiliens. Cet épisode, qui aurait pu passer pour anecdotique, a été en fait considéré comme un incident diplomatique et a exigé des efforts des diplomaties des deux côtés de l'Atlantique, surtout dans un moment où la visite du général de Gaulle en Amérique latine était déjà assurée et que le Brésil faisait partie de son itinéraire.

Questionné par les journalistes sur les programmes sociaux du gouvernement putschiste, M. Lacerda a immédiatement accusé les journalistes français de « déformer » les événements politiques brésiliens et d'être « ou bien des imbéciles, ou bien des vendus ». Particulièrement vulgaire, selon la presse française de l'époque, il s'en est pris notamment au directeur du *Monde*, M. Beuve-Mery. Interrogé sur la « chasse aux sorcières » organisée par le gouvernement militaire, il a affirmé que « La chasse aux sorcières c'est la chasse à M. Beuve-Mery, le seul sorcier que je connaisse. D'ailleurs, continue-t-il, c'est un très mauvais sorcier car il ne fait de sorcelleries que dans les pages de son journal ». Interrogé sur la participation du gouvernement américain au putsch, il répond « qu'il y a une erreur, ce qui a été fait avec la participation des Américains ce fut la Libération de la France ». Quant à la répression, à la torture et à l'épuration au Brésil, il déclare « qu'il n'y a pas de torture, qu'il y a seulement quelques emprisonnements et quelques interruptions de mandats de quelques députés », mais que le Brésil a néanmoins « fait moins que la France à la Libération ». Le conflit diplomatique se confirme quand, qualifié de « tombeur de présidents », il répond qu'il ne les fait pas tomber, « qu'ils tombent comme des fruits mûrs. De toute façon, continue-t-il, j'en ai moins fait tomber que le général de Gaulle ».

Dans *Le Monde* du 24 avril, Lacerda affirme « qu'il n'y a plus de crise politique au Brésil ; il y en a moins qu'en France. Le gouvernement a été élu et travaille ». Puis il

<sup>9</sup> Avec le transfert de la capitale du pays vers Brasília, la ville de Rio de Janeiro devient en 1960 l'état de Guanabara, la seule ville-état de la fédération brésilienne. En 1975, l'état de Guanabara fusionne avec celui de Rio de Janeiro, dont il devient la capitale.

observe, sur un ton très vif selon le journal, que « La France a été très mal informée par des correspondants communistes qui donnaient des nouvelles fausses » et que João Goulart voulait faire du Brésil une colonie de l'Union soviétique. *Le Monde* publie une note de l'agence *United Press*, où Lacerda, très énervé contre le journal, soutien ce qui suit :

Je vois que des correspondants de la presse française ont complètement faussé la question. Ou bien ils sont des imbéciles ou bien ils sont des vendus. Je crois que dans la presse française on n'a rien appris de la crise de 1939 quand une partie de la presse a vendu la France aux nazis. Maintenant on est en train de vendre la France aux communistes en mettant des correspondants communistes ou pro-communistes dans mon pays. Evidemment il y a un homme, un Brésilien, qui est communiste militant et qui est correspondant du Monde. Je le connais, c'est un militant communiste. Il envoie des nouvelles fausses...

Ensuite le journal publie une apologie que Lacerda fait du putsch brésilien:

Nous avons besoin de la compréhension du peuple de France, a-t-il dit. Le Brésil est en train d'accoucher avec douleur d'une grande nation. Ce n'est pas un pays sous-développé. Il y a une révolution au Brésil. C'est celle de la technologie, c'est celle que nous sommes en train de faire. Nous commençons à être un peuple de consommateurs moyens. Il n'y a pas de lutte de classes au Brésil, et il y a là-bas moins de différences entre les classes que celles qui existent en Union soviétique.

A la fin de l'article, qui n'est pas signé, nous pouvons lire que « de tels propos illustrent parfaitement les méthodes de M. Carlos Lacerda et confirment ce que l'on savait sur l'ampleur de la chasse aux sorcières déclenchée par les nouveaux gouvernants du Brésil ».

Après avoir visité quelques pays européens, M. Lacerda revient à Paris le 18 mai pour une visite officielle de trois jours. Ignorant le but officiel de sa visite, *L'Humanité* se demande s'il était venu en France pour expliquer la constitutionnalité du coup d'État ou enquêter sur les propos du président français lors de son prochain voyage au Brésil. Même en le considérant comme « persona non grata » et trouvant sa présence sur le sol français comme une provocation, le quotidien communiste ne le quittera pas des yeux. Le 21 mai 1964, le journal publie un article sur la manifestation de Brésiliens et de Français devant l'hôtel Plaza Athénée, où le politicien brésilien séjournait. Le 23, en page 3, nous pouvons constater la colère des rédacteurs qui considèrent un « comble » la possibilité d'une conférence de presse réalisée et convoquée par M. Lacerda. On y lit que « selon certaines informations [...] le fasciste brésilien Lacerda se propose de tenir [...] une conférence de presse à Paris. [il] affiche son intention de faire l'éloge du régime de terreur qu'il a [...] contribué à installer au Brésil ».

Malgré ces prises de positions initiales, l'homme politique brésilien n'a pas été victime du lynchage médiatique auquel on aurait pu s'attendre. En fait, *L'Humanité* a été le seul à critiquer et à publier plus en détail les informations sur les événements concernant la

visite de M. Lacerda en France. *Le Figaro* ne fait qu'annoncer son arrivée à Orly le 23 avril, et puis publier, le 29, son « mea culpa » sous forme de télégramme où M. Lacerda explique qu'il n'a pas eu l'intention d'offenser le président français pour qui il garde une immense admiration. *Le Monde*, qui aurait d'énormes raisons pour le poursuivre de façon impitoyable, préfère l'ignorer complètement et rester presque silencieux sur les accusations envers son rédacteur en chef.

Pourquoi M. Lacerda a-t-il été très critique et très violent envers la couverture du *Monde*, alors que le journal n'a pas eu la posture pro-putsch du *Figaro*, sans être aussi ouvertement critique que *L'Humanité* ? *Le Monde* a été très modéré et, au contraire du quotidien communiste, a rarement utilisé d'adjectifs pour qualifier le coup d'État. Les titres étaient très prudents, surtout ceux publiés à la une. Donc il est très surprenant que M. Lacerda s'en soit pris au *Monde*, vu tout ce que *L'Humanité* a écrit contre le putsch et surtout contre lui, un anticommuniste entiché. Quelques hypothèses peuvent être avancées pour justifier l'attitude de M. Lacerda. D'abord, outre l'improbable possibilité que M. Lacerda ait pu lire un journal communiste, *L'Humanité* avait un tirage insignifiant par rapport à celui du *Monde*. Ensuite, *Le Monde* était un journal de circulation internationale, tandis que le quotidien communiste se cantonnait à la France, peut-être à l'Europe.

Même s'il était en mission officielle<sup>10</sup>, nous ne croyons pas, contrairement à ce qu'il affirme, qu'il avait le soutien du gouvernement militaire établi au Brésil en ce qui concernait la tonalité de ses agressions, surtout envers le général de Gaulle, dont le président Castelo Branco était un grand admirateur. Nous pensons que, s'il s'agissait d'une réaction officiellement orchestrée par les dirigeants brésiliens, M. Lacerda aurait été averti par l'Ambassadeur brésilien à Paris que *L'Humanité* était un adversaire plus inexorable que *Le Monde*. Dans le livre de témoignage cité ci-dessus, M. Lacerda affirme que sa réaction intempestive et grossière était due à la fatigue conséquente au long vol.

L'une des réactions visant à calmer la situation et à effacer l'incident diplomatique avant la visite du général de Gaulle au Brésil est venue de la déclaration, publiée dans *Le Monde* du 02 mai, de M. Henryk Jordan, président de l'Association brésilienne de l'Europe libre – organisation qui regroupait au Brésil les éléments les plus en vue du monde de l'industrie et de la finance ainsi que les personnages les plus représentatifs des colonies européennes établies sur le territoire. Nous y lisons que « le nouveau

<sup>10</sup> « J'ai une mission pour vous. Nous avons une très mauvaise réputation à l'étranger ; l'image de la révolution est déformée pour la presse étrangère. Partout la révolution se présente comme un putsch fasciste et américain. Surtout il y a une grande méfiance envers le fait que des militaires ont pris le pouvoir, et la crainte que lorsque les militaires prennent le pouvoir, ils ne l'abandonnent plus. J'aimerais que vous alliez éclaircir cela à l'étranger. Allez donc vers les gouvernements qui vous jugerez nécessaire, et donnez des interviews ». *Carlos Lacerda, Depoimentos*, organisation du texte, des notes et choix des documents par Cláudio Lacerda Paiva, RJ, Nova Fronteira, 1997, p.310. Dans ce livre, M. Lacerda raconte que ses déclarations avaient été admirées par une partie du peuple et par certains journalistes français, ainsi que par le président brésilien, ce qui n'est pas prouvé.

gouvernement du Brésil, contrairement à certaines croyances, est essentiellement démocratique et foncièrement pro-européen et pro-français ».

Dans un livre d'interviews organisé par Paiva (311-15), Carlos Lacerda soutient que l'animosité de la presse française envers la « révolution » brésilienne avait été orchestrée par un journaliste français qui serait marié à une sœur de Miguel Arraes, le gouverneur socialiste du Pernambouc chassé du pouvoir par les militaires.

Dans ce même livre (312), il raconte le déjeuner qu'il a eu avec le ministre français Louis Joxe et au cours duquel il a pu transmettre la lettre que Castelo Branco lui avait chargé de faire parvenir au général de Gaulle (qui, en raison de la confusion provoquée par son interview, avait refusé de le recevoir), ainsi qu'affirmer tout son amour pour la France et exprimer son immense admiration envers le président français. Il y raconte aussi l'invitation qu'il a reçue, au lendemain de ce déjeuner, de la Radiodiffusion-télévision française pour participer à une table ronde dans une radio publique avec de « vrais » journalistes qui posaient les « vraies » questions.

Lacerda assure que l'interview s'est très bien passée, que la « révolution avait été finalement traitée sérieusement » (Paiva 314). Même si nous n'avons pu écouter cette interview, il ne nous est pas difficile de croire aux récits de M. Lacerda. Comme le général de Gaulle avait des intérêts au Brésil et des conflits à régler avec les militaires brésiliens, et que l'ORTF était encore contrôlée et verrouillée par lui, des consignes d'amabilité auraient pu être données afin de ne pas empirer la situation. Il est fort probable que le général, bien qu'il ait condamné l'attitude du politique brésilien face à l'opinion publique, ait souhaité lui ouvrir les portes de la radio publique française de façon à ne pas créer un autre conflit<sup>11</sup> avec le Brésil, quelques mois avant sa visite. Comme l'a affirmé Jérôme Bourdon, « le gouvernement contrôle la télévision et surveille de près la radio » (18), même s'il existait un peu plus de liberté à la radio qu'à la télé. Cette liberté avait comme origine le succès des radios indépendantes ou périphériques, beaucoup plus libres de dire ce qu'elles voulaient. Le succès de ces dernières auprès du public obligeait les radios publiques à se moderniser et inquiétait le général qui les considérait comme

[...] une anomalie décidément inacceptable. Il s'agit en fait d'une atteinte caractérisée au régime de monopole que la législation a voulu instituer en

<sup>11</sup> A l'époque, les relations diplomatiques entre le Brésil et la France étaient difficiles depuis quelques années. Ce qu'on appelait le « contentieux franco-brésilien » avait trois motivations : la France réclamait des indemnisations des porteurs d'obligations de deux sociétés ferroviaires nationalisées dans les états du Rio Grande do Sul, Espírito Santo et Minas Gerais ou encore pour les détenteurs d'actions du port de l'état du Pará; 2- La question des langoustes brésiliennes (le Gouvernement français affirmait qu'elles n'étaient pas sauvage, mais d'élevage et voulait baisser le prix); 3- Un différend entre Air France et le Gouvernement brésilien à propos de la fréquence des vols Paris-Rio de Janeiro. L'affaire le plus compliqué qui parfois interdisait les avions français d'atterrir ou de décoller en sol brésilien. Cela visait à protéger la compagnie brésilienne (aujourd'hui disparue) Panair. Des conflits que le général de Gaulle allait essayer d'apaiser pendant sa visite programmée pour la fin de l'année.

France au profit d'un établissement public dans le domaine de l'information par les ondes. Sans doute ne peut-on mettre fin sans précautions à une situation qui a été longtemps tolérée et favorisée. Mais il s'agit qu'elle prenne fin (Gaulle, *Lettre, notes et carnets, juillet 1966 – avril 1969* 130).

La presse écrite, qui était privée et indépendante, échappait au verrouillage imposé à la radio et à la télévision. En gros, elle était libre d'exprimer sa pensée. Même si, à cause de la publicité des entreprises publiques qui lui procurait de bonnes recettes, elle ne pouvait aller trop loin. En tout cas, quel que soit le degré d'indépendance du médium, l'interview de M. Lacerda a eu une influence directe ou indirecte sur la couverture du coup d'Etat brésilien par les médias français. Si, dans la presse écrite, cette influence est moins sentie, encore que, comme nous avons pu l'observer, elle a été quand même visible, à la télévision, entièrement publique à l'époque, elle est plus qu'évidente, vu que le Brésil disparaît presque entièrement des journaux télévisés français.

Outre le fait plus que probable que le général de Gaulle ne voulait pas compromettre la visite qu'il allait réaliser quelques semaines plus tard au Brésil, il est vrai aussi que ses rapports avec la presse écrite française étaient, à l'époque, très instables (notamment avec Monsieur Beuve-Méry, le rédacteur en chef du *Monde*, journal qu'il avait aidé à fonder et qui s'opposait à lui de façon inexorable et quasiment viscérale). Le président français se considérait incompris par une presse qui mélangeait des soutiens et des critiques au cas par cas<sup>12</sup>. Outre le fait qu'ils (notamment la presse régionale) craignaient leur disparition avec le développement de la télévision, les grands groupes de presse qui s'opposaient au général de Gaulle (notamment les grands journaux communistes) lui reprochaient particulièrement le manque de réformes importantes et la supposée participation du gouvernement français à l'enlèvement et à la disparition en 1964 de Medhi Ben Barka, opposant socialiste au roi du Maroc. Tandis que d'autres (quelques journaux et journalistes plus nationalistes) lui reprochaient l'indépendance de l'Algérie.

Dans une conférence de presse tenue à l'Élysée le 21 février 1966, le général de Gaulle a affirmé, concernant les critiques qui lui avaient été adressées lors de la disparition de Ben Barka, qu'« une grande partie de la presse, travaillée par le ferment de l'opposition politique, s'est lancée dans l'exploitation de l'affaire, desservant l'honneur du navire » (Gaulle, *Discours et Messages - Vers le terme, janvier 1966 - avril 1969* 16).

Le fait qu'il nourrissait une vraie passion pour la radio (où les journalistes ne l'aimaient pourtant pas davantage) et particulièrement pour la télévision émergente et qu'il critiquait ouvertement le manque d'impartialité et la superficialité de la majorité des articles des principaux journaux, préoccupés, d'après lui, essentiellement par l'immédiateté au détriment des analyses plus profondes (contrairement à la presse anglo-saxonne qu'il admirait), ne contribuait pas à apaiser les animosités éventuelles entre lui et les journalistes. Le général de Gaulle a vu dans le développement de la

<sup>12</sup> Sur les rapports entre le président français et la presse française, lire : Charles de Gaulle. *Mémoires d'Espoir - Le Renouveau* (1958-1962). 1 vol. Paris : Plon, 1970.

télévision, qu'il considérait comme un moyen de communication moderne, une alternative à son conflit avec les journalistes. Pour lui, la télévision, dont il s'est rapidement rendu compte de la capacité et du pouvoir à atteindre et à séduire les masses, était le moyen le plus direct et efficace de parler au peuple, sans la médiation et les subjectivités des journalistes.

Revenant à la couverture du coup d'État par *Le Monde*, il est important de souligner que, malgré le léger changement de posture après les critiques de M. Lacerda, le journal n'a pas interrompu la publication d'informations sur les conduites arbitraires du gouvernement militaire installé au Brésil. Néanmoins, il a essayé de ne plus prendre parti et d'être le plus impartial possible. On note que l'usage de certains substantifs, de certains verbes et adjectifs plus choquants, ainsi que l'utilisation d'expressions plus ouvertement critiques, ont abandonné les titres pour se glisser à l'intérieur des articles. Ainsi le 4 juin, un article publié en page 4 titre que « 24 évêques approuvent la Révolution ». Si l'on peut se réjouir de l'utilisation du nombre 24 n'ayant d'autre objectif que celui de nous informer qu'il ne s'agit pas du tout du clergé dans son ensemble, mais d'une infime partie, le choix du mot « révolution » est quand même douteux, très complaisant et démontre la légère glissade du journal. En outre, ce titre pourrait aussi laisser entrevoir que les militaires seraient, malgré tout, soutenus par une partie très importante, influente et respectée de la société brésilienne. Le 6 juin, un autre article ne fait qu'annoncer l'emprisonnement d'un des principaux leaders paysans du pays, sans aucun commentaire.

Si les mots épuration ou purges apparaissent dans quelques articles publiés du 10 au 16 avril 1964, concernant la cassation des droits civiques de l'ex-président Juscelino Kubitschek, obligé de s'exiler en Europe, l'expression coup d'État, qui était apparue pour la première fois le 13 mai, devient plus rare. Un petit article, publié en page 3 de l'édition du 18 juin, fait un clin d'œil à la phase plus critique du journal et titre qu'« Il ne reste plus une seule trace de légalité au Brésil », pour mieux dénoncer la permanence de la répression face aux opposants du gouvernement. Par ailleurs, l'article du 13 mai ne laisse aucun doute sur la position toujours irréfutable du journal, malgré le changement de tonalité. En fait, il ne s'agit pas vraiment d'un article à proprement parler, mais d'une introduction à une lettre envoyée par le chargé d'affaires de l'ambassade du Brésil à Paris, qui défend ouvertement l'émergence du putsch, ainsi que le gouvernement militaire. La lettre semble avoir été rédigée par un membre ou par un défenseur des forces armées et du putsch civilo-militaire. Nous y lisons qu'« au lieu de travailler pour le progrès du Brésil et pour l'amélioration des conditions de vie du peuple brésilien, [le gouvernement du président João Goulart] a trahi la confiance de ce peuple en permettant et en encourageant l'infiltration d'éléments communistes dans l'administration, les syndicats, les universités, les propres forces armées ». Le « réactionarisme » anticommuniste et le libéralisme internationaliste déguisé en nationalisme occasionnel de la lettre-pamphlet se poursuivent avec l'affirmation que :

Sous couverture d'un programme de réformes il s'implantait au Brésil, de façon de plus en plus flagrante et de plus en plus insupportable, un régime de

désordre et de subversion sous lequel la structure légale, la discipline sociale, la vie économique, étaient détruites. [...] il s'en fallut de peu que le pays ne fût complètement livré à la domination d'une minorité fanatique subordonnée à des intérêts idéologiques complètement étrangers au sentiment brésilien et aux intérêts du Brésil.

Dans le petit prologue, qui considère la lettre publiée comme une simple tentative de justification du coup d'État ayant renversé le président João Goulart, le journal réfute et questionne tous les arguments en défense du putsch présentés par le diplomate brésilien.

Pour *Le Monde*, la lettre reflète « très exactement les vues du nouveau gouvernement brésilien » et « tend à justifier le coup d'État qui a mis fin à la présidence de M. João Goulart ». Le journal poursuit en affirmant qu'« Il eût pu être de bonne guerre de signaler les insuffisances et les erreurs du président déchu, mais on retrouve là – sous une forme moins brutale – l'essentiel de l'argumentation présentée par M. Lacerda ».

Le petit texte compare les supposées réformes envisagées par Castelo Branco, auxquelles la lettre fait allusion, avec celles qui avaient été considérées comme déterminantes pour le renversement de Goulart, notamment les présumés projets sur la réforme agraire envisagée par le président militaire. A la fin, l'article provoque par une question : « Le maréchal Castelo Branco acceptera-t-il d'être accusé lui aussi par ceux qui l'ont porté au pouvoir de violer la légalité et de ruiner le pays au profit des communistes ? », étant donné que la communisation du pays a été l'une des excuses qui ont été données pour justifier la déposition du président João Goulart.

Même si *Le Monde* a continué à donner des informations à ses lecteurs sur les actualités brésiliennes, après le mois de juin le pays disparaît peu à peu de la scène médiatique pour ne revenir, comme dans le cas du *Figaro*, que pendant la visite du Général de Gaulle au Brésil ou en avril 1965 pour commenter l'anniversaire du coup d'État.

## VI. QUELQUES HYPOTHESES

Nous avons pu constater, à travers l'analyse des trois journaux, un certain refus de l'expression « coup d'État ». Même *L'Humanité* qui est, pour d'évidentes raisons idéologiques (M. Goulart étant considéré comme communiste), le plus agressif envers le putsch, a cherché parfois à contourner le terme. Pourquoi auraient-ils eu autant d'égards envers le coup de force brésilien ? Surtout si nous pensons qu'ils n'ont pas eu le même égard envers le Laos ou la Bolivie, pour ne parler que d'eux. Le 20 avril, les trois quotidiens français ne mâchent pas leurs mots face au putsch militaire à Saïgon qui est immédiatement qualifié de coup d'Etat. La même attitude est observée quant au putsch militaire bolivien du 5 novembre 1964.

Pourquoi cette différence de traitement ? Evidemment, nous n'avons pas de réponse et même les hypothèses sont rares et difficiles, surtout dans le cas de la presse écrite. Comme celle-ci était plus ou moins indépendante et pas vraiment verrouillée,

contrairement à la télévision française, il nous est très difficile de parler, au moins dans un premier temps, d'une censure externe. Néanmoins, un peu plus tard, notamment après la polémique suscitée par l'interview de M. Lacerda ou lorsque plusieurs personnalités politiques brésiliennes ont envoyé des lettres au président Charles de Gaulle pour se plaindre de la manière dont « la révolution » brésilienne était traitée par la presse française, l'hypothèse d'une « censure » externe à travers le rationnement de la manne publicitaire, juste avant la visite du Général en Amérique latine, n'est pas du tout anodine, dans la mesure où le général de Gaulle ne souhaitait pas aggraver davantage le conflit avec le Brésil.

Quant à la petite lucarne, le président de Gaulle avait affirmé que « l'idée que nous nous faisons de la France et l'idée que s'en font les autres dépendent maintenant, dans une large mesure, de ce qui est, à partir d'ici, donné à voir, à entendre, à comprendre, et qui frappe au même instant une innombrable multitude » (Gaulle, *Discours et Messages - Vers le terme, janvier 1966 - avril 1969* 130). Cela pour expliquer à quel point le président français se souciait du pouvoir de la télévision et de ce qui s'y disait. Comme l'a affirmé Bourdon, « organe officiel, la télévision est forcément, pour une part, l'organe du gouvernement » (18) et le président de Gaulle était « particulièrement attentif au journal télévisé, et, s'il ne donne pas de consignes de 'détail', il transmet à son ministre de l'Information des notes qui ne laissent pas de doute sur son mécontentement » (20).

De 1964 à 1965, la télévision française a vécu ses pires moments en termes de censure. C'est l'époque Peyrefitte, connu comme le « censeur de la télévision » (Gaulle, *Discours et Messages - Vers le terme, janvier 1966 - avril 1969* 96) qui contrôlait tout avec autorité et dans les moindres détails. C'est lui qui a mis en place le très draconien service de contrôle journalier des journaux télévisés connu sous le sigle S.L.I.I. (Service des liaisons interministérielles pour l'information). Selon Francis Wheen, vers la fin des années 1960, « l'O.R.T.F. était sous la tutelle du ministre de l'Information, où un service de liaison interministériel pour l'information se réunissait quotidiennement pour discuter des sujets du journal » (97). Alors, même si le gouvernement français n'était pas d'accord avec les accusations agressives de M. Lacerda, il ne pouvait pas ignorer qu'il était en mission officielle, ce qui faisait de lui un représentant de la politique officielle brésilienne. En fait, le gouvernement français était en droit de penser que M. Lacerda avait largement exagéré, mais aussi de comprendre que le gouvernement militaire brésilien n'était pas satisfait de la façon dont le coup d'État était médiatisé en France. Ainsi, quelques semaines avant une visite importante comme celle que le président français entreprendrait à travers toute l'Amérique latine, il fallait faire quelque chose pour calmer la situation et ne pas entrer en conflit avec un allié et le géant politique et économique du continent sud-américain. Dans l'impossibilité de contrôler entièrement la presse, le gouvernement français avait décidé de museler les journaux télévisés (et peut-être radiophoniques) placés sous sa responsabilité.

Le 3 avril 1964 sur la RTF, il y eut un « Cinq colonnes à la une » spécial sur le Brésil où nous pouvons voir une interview de Carlos Lacerda et d'Ademar de Barros. Même si

nous n'ignorons pas le niveau de qualité et d'indépendance de l'émission, nous ne pouvons pas ignorer la façon dont ces hommes politiques conservateurs et opposants du président João Goulart, avec tout un historique de corruption, y sont montrés. Tournée un mois avant le coup, l'interview se révèle très « prémonitoire » et très précise dans la mesure où elle énonce la chute du président brésilien dans un délai d'un mois maximum, ce qui prouve que le coup d'Etat était déjà en marche à l'époque. Les journalistes français ne posent pas de questions gênantes et quand ils le font, ils le font de façon très discrète, sans insister sur certains points nébuleux, sans revenir sur les réponses plus contradictoires et sans évoquer quelques mérites du président en exercice. Aucun commentaire ne vient nous expliquer leur passé placé sous le signe de la corruption et de la conspiration. Face à M. Lacerda, on a même l'impression que le journaliste est intimidé. Il n'y a aucune contextualisation entre ce qui avait été énoncé par les invités et ce qui s'était vraiment passé, si l'on exclut la critique aux félicitations du gouvernement américain au gouvernement putschiste. Le plus paradoxal, c'est que ces interviews semblent s'opposer à l'aspect sociologiquement critique du reste du programme, surtout en ce qui concerne les images montrées. Il y a un net antagonisme entre ce qui est dit et ce qui est montré. A la fin, une voix-off semble dévoiler l'impuissance des journalistes en affirmant que « certains baissent déjà la tête devant ce que personne n'ose encore appeler une menace fasciste ». Nous pouvons penser que, muselés peut-être par la censure interne, les journalistes ont essayé de faire, sans s'opposer au coup d'État ou prendre le parti du président déchu, un montage dialectique où les images s'opposeraient à ce qu'affirmaient les dirigeants conservateurs et exprimeraient, en silence, leurs opinions censurées<sup>13</sup>.

Mais outre le voyage de son président, quels pourraient être les autres intérêts du gouvernement français au Brésil et qui pourraient expliquer le silence par rapport au coup d'État ? Rappelons-nous que le président de Gaulle était en « route de collision » contre les Etats-Unis. Outre son rejet du projet de désarmement anglo-américano-russe, le président français s'opposait au projet américain de création d'une force nucléaire multilatérale pour l'Europe, qui consistait à développer entre certains pays du continent, notamment l'Allemagne, une force de frappe nucléaire. Cette dernière pourrait accéder à l'arme nucléaire sans, toutefois, en posséder les moyens de fabrication. Le président de Gaulle reprochait à l'Europe d'être trop étroitement liée au système de défense américain, ce qui l'empêchait de créer une force indépendante. Il pensait aussi que cet accord paraphé entre l'Allemagne et les Etats-Unis visait à isoler la France, et il songeait donc à quitter l'OTAN. Ainsi, dans un premier temps, la France aurait pu critiquer ce coup d'État monté et appuyé par les Américains. Mais outre le sentiment de

---

<sup>13</sup> La censure, en mars 1963, d'une séquence de « Cinq colonnes à la une » par le ministre des Affaires Etrangères montre bien à quel point le gouvernement français se souciait de ne pas déranger certains pays par ce qui était produit et diffusé par la télévision française. Malgré l'insistance des producteurs sur le fait que l'émission était produite pour le public français, ils ont quand même censuré la séquence du programme intitulé « De Bagdad au Caire », sur les possibles influences de Nasser sur la plupart des révolutions en cours dans les pays du Proche-Orient. La justification donnée était que le programme pourrait compromettre les relations entre la France et certains pays arabes. Ce qui nous permet d'envisager les mêmes sortes de préoccupations envers le Brésil.

gratitude envers les Américains suite à la Libération, de Gaulle a peut-être voulu éviter un conflit de plus avec l'Amérique et le Brésil à la fois.

Il y aurait encore une autre raison d'expliquer le souci de ne pas heurter le gouvernement militaire établi au Brésil. Depuis quelques années, l'Hexagone essayait de constituer une espèce de troisième force politico-économique qui s'opposerait aux Etats-Unis et à l'U.R.S.S, et pour cela il comptait sur le soutien des pays émergents dont le Brésil était l'un des leaders et une force non négligeable. Pour preuve qu'il ne voulait pas de conflit avec les militaires brésiliens, le De Gaulle a soigneusement évité, lors de sa visite en Uruguay, de rencontrer M. João Goulart, le président brésilien déchu qui y vivait. Ce dernier lui a écrit une lettre exhortant le général à proclamer « la solidarité de la France dans la lutte de tous les peuples sud-américains pour leur libération économique<sup>14</sup> », lettre qui est restée sans réponse.

Sorti en 2004, le documentaire de Marie-Monique Robin, *Escadrons de la mort : l'école française*, a montré l'influence sur les armées américaines et sud-américaines des techniques de torture pratiquées par l'armée française durant la guerre d'Algérie. Dans ce film, on voit comment des militaires des armées de l'Amérique latine sont venus en France pour recevoir une formation dans le Centre d'entraînement à la guerre subversive de l'École militaire française, créé par Jacques Chaban-Delmas à la demande du Colonel Bigeart, l'un des militaires les plus influents durant la guerre d'Algérie. On y apprend aussi que certains militaires français, comme le général Aussaresses, ont donné des cours de torture aux militaires américains à Fort Bragh. Selon le film, avaient aussi assisté à cette formation française les principaux officiers américains qui allaient intervenir au Vietnam.

Le général Aussaresses, qui a été attaché militaire au Brésil au début des années 70 (la période la plus violente et meurtrière des vingt-un ans de la dictature militaire), y affirme, sans préciser l'époque, qu'il avait eu un rapport très étroit avec les militaires brésiliens. Voilà encore une autre raison possible pour le silence français face au coup d'État brésilien. C'est pour toutes ces raisons, ainsi que pour l'excessive mainmise avec laquelle le gouvernement français s'occupait de la télévision et des radios françaises, que nous pensons qu'il a pu y avoir des recommandations du gouvernement dans le sens de ne pas commenter le coup d'Etat au Brésil.

## VII. CONCLUSION

Nous avons pu remarquer que la médiatisation du coup d'État brésilien a été diverse et plurielle et que chaque véhicule de communication a choisi la forme qui lui convenait le mieux. Si la couverture de la télévision a été presque inexistante, celle du *Monde* a été la plus exhaustive et étalée dans le temps. Faussement neutre, elle a polarisé légèrement sa ligne éditoriale sur la dichotomie gauche/droite, démocratie/dictature. *Le Figaro*, pour

---

<sup>14</sup> Lettre de l'ex-président João Goulart publié dans *Le Figaro* du 12 octobre 1964.

sa part, est inexact du point de vue historique idéologique et se restreint, de façon manichéenne, à l'apologie des militaires, en dépit du gouvernement déchu, en jouant sur l'opposition capitalisme démocratique versus communisme dictatorial et libéralisme versus centralisme étatique. *L'Humanité*, qui fait la couverture la plus informée et détaillée des trois, reprend pour sa part quelques aspects des couvertures de ses deux concurrents. Du *Monde*, il reprend la dichotomie gauche/droite dissimulée derrière l'opposition communistes versus capitalistes. Du *Figaro*, il reprend le côté manichéen mais dans le sens inverse, où l'opposition au président communiste déchu est entièrement diabolisée. En gros, *Le Figaro* défendait les idéaux de l'opposition capitaliste, *Le Monde*, la démocratie et la déontologie des journalistes, tandis que *L'Humanité* défendait le président João Goulart et le communisme.

Mais quelle que soit la tendance, la tradition ou le degré de liberté des médias analysés, nous avons pu constater une certaine réticence de propos, matinée de prudence envers l'événement politique au Brésil, surtout en relation à l'emploi du terme coup d'État, qui a été catégoriquement évité, ou presque, par tous.

Dans ce projet, nous avons d'abord essayé de vérifier la manière dont le putsch brésilien a été médiatisé en France. Ensuite, nous avons essayé de pointer quelques hypothèses qui pourraient expliquer, voire justifier, pourquoi le Brésil a reçu un traitement différencié par rapport à d'autres pays qui ont vécu, à la même époque, des tourbillons politiques semblables. Cela va sans dire que nous n'avons pas pu trouver les réponses à cette question et que les hypothèses avancées sont très déductives, voire subjectives, surtout dans le cas de la presse écrite. Comme celle-ci était plus indépendante par rapport à la télévision, il est très peu probable qu'il puisse y avoir eu une sorte de censure externe.

Mais comment pourrait-on expliquer la ligne éditoriale choisie par les journaux, si on ôte la possibilité d'une censure, voire d'une « recommandation » externes ? Comment pourrait-on expliquer cette peur de qualifier les événements au Brésil de coup d'État, ainsi que leur changement de posture après l'interview polémique de Lacerda ? La position du *Figaro* pourrait être expliquée par une position quasiment idéologique. Il y aurait dans ce journal, défenseur inexorable des idéaux capitalistes de la droite, une nécessité primaire de s'opposer à tout ce qui est considéré comme étant socialiste ou de gauche, afin de ne pas contrarier les intérêts de ses principaux lecteurs et actionnaires. Un lecteur plus attentif pourrait invalider cette affirmation en argumentant qu'ils ont quand même reconnu comme coups d'État les putschs au Laos et en Bolivie. Mais rappelons que dans ces deux pays la dichotomie droite versus gauche n'était pas à l'origine du bouleversement politique. On n'y remplaçait une droite militaire pour une autre.

Par rapport aux deux autres journaux, l'hypothèse la plus probable, outre la peur de commettre une erreur historique en raison d'une appréciation politique précipitée, nous pourrions parler d'une certaine ignorance de la situation réelle. Cela peut être expliqué par le fait que les militaires brésiliens ont été très matois et ont ainsi permis qu'une

partie de la société civile brésilienne se considérât comme les véritables responsables du renversement de M. Goulart, tandis qu'eux se seraient contentés d'être garants de l'ordre et d'avoir tout simplement satisfait une revendication de la majorité de la population. Ce leurre a trompé plus d'un, même au Brésil, à commencer par ceux qui ont cru que les militaires respecteraient la Constitution et ne s'éterniseraient pas au pouvoir. C'est, à notre avis, au-delà de la possibilité d'une censure externe, la seule façon de justifier autant de scrupules envers un événement qui avait été conçu, depuis toujours, comme un coup d'État.

L'analyse de la médiatisation du putsch civilo-militar dans la presse française nous a révélé l'existence de deux événements complètement différents, entièrement construits selon la ligne éditoriale de chaque journal. Ainsi, le coup d'État qui apparaît dans les pages du *Figaro* n'est pas du tout le même qui est décrit par les journalistes de *L'Humanité*. Si dans le premier les militaires apparaissent comme les rédempteurs du peuple brésilien, dans le deuxième, ils incarnent le mal et la tyrannie ; l'un et l'autre construisant l'histoire du Brésil à partir de leurs idéologies. Si le fond demeure le même, la perception, idéologiquement réélaboree, en est complètement différente. Ainsi, nous pouvons affirmer qu'il y a eu une sorte d'idéologisation de la réalité politique brésilienne, à partir d'une espèce de découpage, du contexte sociopolitique, lequel, dans les journaux, devient un nouvel objet référentiel, fruit de la construction. C'est cet objet construit différemment par chacun de journaux qui se dégage de l'analyse de la médiatisation du putsch brésilien dans la presse française.

## RÉFÉRENCES BIBLIOGRAPHIQUES

- Bourdon, Jérôme. *Histoire de la télévision française sous de Gaulle* (préface de Jean-Noël Jeanneney). Paris : Anthropos, / INA, 1990.
- Gaulle, Charles de. *Lettre, notes et carnets, juillet 1966 – avril 1969*. Paris : Plon, 1987.
- Gaulle, Charles de. *Discours et Messages - Vers le terme, janvier 1966 - avril 1969*. Vol 5 de *Discours et messages, Charles de Gaulle*. Paris : Plon, 1970.
- Gaulle Charles de. *Mémoires d'Espoir - Le Renouveau (1958-1962)*. 1 vol. Paris : Plon, 1970.
- Paiva, Cláudio Lacerda. *Depoimento/Carlos lacerda*. Rio de Janeiro: Nova Fronteira, 1978.
- When, Francis. *Télévision, a History*. Londres: Century, 1985.

### Site :

Documents appartenant à la bibliothèque Lyndon Johnson et disponibles sur le site <<http://www.gwu.edu/~nsarchiv/NSAEBB118/index.htm>>. Article consulté le 3 mai 2014.